

Le coronavirus s'invite dans l'équation de l'éducation des filles en Afrique

Présentation de notre série « Allez les filles ! ». La crise liée à la pandémie a eu des conséquences importantes sur la scolarisation. Il y a urgence à les remettre sur le chemin de l'école.

Par [Maryline Baumard](#) – Publié le 06 décembre 2020 à 06h45



Lucille Clerc pour Le Monde Afrique

Mais où sont passées les filles ? Où sont les 11 millions d'écolières qui manquent à l'appel depuis cette rentrée ? Particulièrement en Afrique subsaharienne, où elles sont les premières victimes collatérales du Covid-19, selon l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Si la crise sanitaire a été moins violente dans la majeure partie des 54 pays d'Afrique que sur les autres continents, elle y a en revanche déclenché une crise économique sans précédent. Neuf mois après le début de ce bouleversement mondial qui, au printemps, a éloigné jusqu'à 1,5 milliard d'élèves de leur classe, il devient manifeste qu'une partie des jeunes Subsahariennes ne renoueront jamais avec leur vie d'avant.

La nécessité d'une main-d'œuvre d'appoint pour garnir la table familiale a transformé des millions d'entre elles en aides ménagères, en paysannes ou en petites vendeuses sur les marchés. Ce début d'un basculement ne semble pas une simple parenthèse. C'est un drame qui transforme le temporaire en définitif, l'Unesco constatant désormais que « *les grossesses chez les adolescentes pourraient empêcher un million de filles de retourner à l'école en zone subsaharienne* ».

Responsable du plaidoyer pour l'Afrique de l'Ouest de l'ONG Equilibres et populations, Brigitte Syan présentait cette conséquence, elle qui rappelait récemment au *Monde* que « *dans les guerres comme pendant les épidémies, les femmes sont davantage exposées aux violences sexuelles* ». L'épidémie due au coronavirus n'a donc pas dérogé à cette règle macabre, puisque le réseau qui œuvre pour les droits des femmes et l'accès à la planification familiale a fait remonter une augmentation de toutes les violences physiques et psychologiques durant le confinement.

Rétrécissement de leurs rêves

A ces ruptures définitives de scolarité s'ajoutent tous les autres renoncements. Des filles parties vers une formation d'excellence doivent ainsi rebrousser chemin et se replier sur des études courtes, rapidement monnayables. Ce rétrécissement de leurs rêves, elles le paieront toute leur vie, comme leur communauté, d'ailleurs. Preuve en a été faite dès la fin des années 1970 avec les travaux de l'économiste américain Théodore Schultz, Prix Nobel d'économie 1979, qui avait démontré que l'éducation est l'un des vecteurs les plus puissants de lutte contre la pauvreté. Ses conclusions, affinées depuis, permettent même de mesurer qu'une année d'étude en moins, c'est en général 20 % de revenus perdus sur une vie active.

Evidemment, le domaine des sciences, où s'invente l'Afrique du XXII^e siècle, court le plus grand risque de désertion parce qu'en pleine crise, les filles osent moins qu'en période faste bousculer les traditions et sortir du rôle qu'elles leur ont assigné. Pourtant l'urgence est là, à l'heure où il faudrait avancer vers la création des 450 millions d'emplois nécessaires en 2050 pour employer la main-d'œuvre qui sera disponible sur la zone, estime l'ex-patron de l'Association française de développement (AFD), Jean-Michel Severino. Or, en dépit d'un rôle minimisé sur la place publique, les femmes produisent 62 % des biens économiques du continent alors que seules 8,5 % sont officiellement salariées dans l'économie, mesurait l'analyste Anne Bioulac pour Women in Africa en 2019. Les autres restant cantonnées à l'informel.

Quel recul ! Alors que l'Institut des statistiques de l'Unesco (ISU) soulignait avant la pandémie que 9 millions de filles entre 6 et 11 ans n'étaient pas scolarisées en zone subsaharienne et pas destinées à l'être, il est temps de convoquer une fois encore ce proverbe angolais : « *Eduquer une femme, c'est éduquer un village* ». Et même la planète.

Au Burkina Faso, des internats de filles pour franchir le cap de l'école primaire

Education en Afrique : « Allez les filles ! » (1). Un plan décennal a permis à la quasi-totalité des fillettes d'être scolarisées. Mais au-delà, seulement 40 % poursuivent dans le secondaire et 4 % dans le supérieur.

Par Sophie Douce (Ouagadougou, correspondance)

Publié le 06 décembre 2020 à 07h00

Temps de Lecture 6 min.



Lucille Clerc pour Le Monde Afrique

Rasmata Kaboré n'est pas revenue au collège. Elle a tourné la page de ces années-là pour entrer au lycée. Alors que la pandémie due au coronavirus s'installait au Burkina Faso et que les écoles fermaient les unes après les autres, cette fille de paysan n'a pas eu à quitter l'internat où elle suivait ses études depuis quatre ans. Elle qui avait la chance d'être dans une classe à examen, a pu rester y préparer son BEPC, alors que toutes les classes intermédiaires se vidaient. Son examen de fin de collège en poche, Rasmata a intégré le lycée voisin de Koudougou, une ville du centre-ouest du pays.

Comme elle, seize autres adolescentes ont laissé une place vacante à l'internat de Nanoro, ville plus proche de leur village. « *A cause du virus, nos animateurs n'ont pas pu sensibiliser les familles pour offrir à de nouvelles collégiennes une place dans les internats* », regrette Salam Ouedraogo, le directeur scolaire de l'association Res Publica. Seulement 148 lits sont occupés sur les 165 disponibles. Mais tous les espoirs de remplissage restent permis dans cette région qui se convertit doucement à l'éducation des filles.

Aventure scolaire

Il y a quelques années encore, l'aventure scolaire des enfants de paysans se terminait en fin de primaire avec une affectation précoce au travail des champs, et bien souvent un mariage arrangé. Si le Burkina affiche toujours le cinquième taux le plus élevé au monde pour les mariages d'enfants, avec une fille sur deux mariée avant ses 18 ans et une sur dix avant ses 15 ans, les mentalités évoluent malgré les résistances. « *Ici, les parents préfèrent investir dans l'éducation des garçons, car la fille est considérée comme une "étrangère" qui devra partir vivre dans une autre famille* », rappelle Naaba Karfo, roi et chef coutumier de Nanoro. Alors, « *chaque année, les écoles perdent encore des écolières, mariées de force puis rapidement enceintes* », regrette l'inspecteur de l'enseignement de la commune, Seydou Yameogo, qui a bien du mal ensuite à les réintégrer dans le système scolaire. Pauvreté, isolement géographique, pesanteurs sociales, mariages et grossesses précoces : au Burkina, où plus de 60 % de la population est analphabète et où 40 % vit sous le seuil de pauvreté, le chemin vers l'école reste pavé d'obstacles pour bien des jeunes filles.

Si Rasmata Kaboré a réussi, elle, à les franchir, c'est parce que son ambition est arrivée aux oreilles de Res Publica, une association française qui a mis en place un plan de scolarisation des filles. Yaya Ouedraogo, l'un de ses animateurs, a contrôlé les notes, parlé à l'enfant et proposé à la famille une place à l'internat monté par l'ONG. En une vingtaine d'années, leur initiative a réussi à multiplier par cinq l'effectif des filles dans sa centaine d'établissements scolaires, construits au cœur de trois provinces du pays.

Les bâtisseurs de ces écoles, le couple de Lyonnais Françoise et Jean-Claude Perrin, ont débarqué en 2001 au milieu des champs de sorgho et de mil de la région de Nanoro, dans le sillage d'un médecin français dont ils finançaient les missions. Le duo, qui observe alors les avancées sanitaires sur la zone, découvre la réticence des parents à envoyer leurs filles en classe. « *Les familles modestes préféraient garder leurs enfants pour être aidées dans les tâches ménagères et les travaux champêtres* », se rappelle André Kaboré, coordinateur local de Nanoro. Pour les inciter à changer d'avis, les deux Français décident d'octroyer des bourses aux filles avec leur argent personnel.

La localité, qui regroupe quatorze villages, ne compte alors qu'une dizaine d'écoles primaires et un seul collège public, ce qui oblige les élèves à parcourir plusieurs kilomètres à pied, et expose les fillettes aux agressions ou aux viols. Au Burkina Faso, si l'école est gratuite et obligatoire jusqu'à 16 ans, les familles doivent contribuer aux frais de fonctionnement des établissements, prendre en charge les déplacements et acheter des fournitures scolaires.

Convaincre les parents

Res Publica décide alors de construire seize nouveaux établissements – de la maternelle au lycée – avec trois internats féminins, et met ces infrastructures à la disposition du ministère de l'éducation burkinabé, qui y nomme des enseignants. L'association, elle, prend en charge les frais de scolarité des enfants des familles les plus démunies et met en place des cantines avec des repas préparés par les femmes du village, gratuits pour les enfants. Ce repas quotidien, parfois le seul, est un argument de plus pour que les enfants étudient et les femmes, elles, trouvent ainsi un travail.

Vingt ans plus tard, deux choses ont changé. « *La parité est désormais assurée dans les écoles primaires entre filles et garçons* », rappelle Jean-Claude Perrin. Ensuite, selon les données de l'association, les résultats scolaires de la zone ont progressé de 30 % depuis son intervention. « *L'idée était de montrer que nous pouvions réussir à développer une région en injectant des deniers privés dans le "pot commun"* », résume Fabien Pagès, directeur de Res Publica. Et ce ne sont pas les résultats de l'année 2020 qui démentiront ces acquis, puisque 100 % des candidats au BEPC ont été reçus. Un taux très supérieur à la moyenne nationale.

A Nanoro C, l'un des établissements primaires, construit en 2004 par l'association, les enseignants continuent le combat pour changer les mentalités « *dès l'école !* », insiste Habibata Zela Sanogo. Au sein de sa classe, l'institutrice veille à l'équilibre des travaux de groupes et combat pied à pied les préjugés. Elle invite régulièrement d'anciennes élèves devenues pompière ou médecin pour montrer aux filles que « *c'est possible* ». L'équipe enseignante, elle, se déplace aussi dans les villages pour convaincre les derniers parents « *récalcitrants* ».

Croissance économique

L'enjeu de la scolarisation des filles reste énorme en Afrique subsaharienne, où vivent plus de la moitié des 61 millions d'enfants non scolarisés de la planète. Ces dernières années, le Burkina a réalisé des progrès significatifs grâce à un plan décennal, et le nombre de filles scolarisées dans le primaire est passé de 72 % en 2008 à 95 % en 2018. Mais la difficulté vient après. Seulement 40 % d'entre elles poursuivent dans le secondaire et 4 % dans le supérieur. « *Les familles pensent encore qu'il suffit que leur fille apprenne à lire et à écrire. Ensuite, elle doit travailler pour ne pas devenir une charge* », observe Rasmata Ouedraogo, directrice de la promotion de l'éducation inclusive des filles au ministère de l'éducation nationale.

Or, « *si tous les adultes achevaient le secondaire, le taux de pauvreté dans le monde diminuerait de moitié* », estime l'Unesco. Accès à l'emploi, meilleurs revenus, autonomisation des femmes : l'éducation contribue au développement de la croissance économique et à la baisse des inégalités, souligne l'agence onusienne.

Peu à peu, en terre burkinabée, cette prise de conscience fait son chemin. A son rythme. « *Ma mère et ma grand-mère dépendaient de leur mari. Moi-même, j'ai dû arrêter l'école en CM2 et me marier à 18 ans. Alors je ne veux pas le même destin pour mes filles !* », insiste Marie-Jeanne Kafando, une cultivatrice qui complète ses revenus en donnant des cours d'alphabétisation à un groupement de femmes de Nanoro. « *Ici, beaucoup de mères sont encore analphabètes. Ces cours les aident à développer leur activité et à s'impliquer dans les devoirs de leurs enfants* », raconte M^{me} Kafando, qui a pu elle-même payer les études de ses deux filles, car maintenant, elle gagne plus que son mari. « *C'est moi qui l'aide !* », glisse-t-elle fièrement.

En Ethiopie, les classes de la seconde chance pour les oubliés de l'école

Éducation en Afrique : « Allez les filles ! » (2). Depuis 2011, près de 250 000 enfants ont suivi un programme qui permet de rattraper trois années de scolarité en dix mois.

Par Nathalie Tissot (Duber, Ethiopie, envoyée spéciale) et Noé Hochet-Bodin (Addis-Abeba, correspondance) – Publié le 07 décembre 2020 à 13h00 - Mis à jour le 08 décembre 2020 à 15h38

Temps de Lecture 5 min.



Lucille Clerc pour Le Monde Afrique

Tadji Habtam n'a toujours pas fait sa « vraie » rentrée. Depuis la deuxième semaine du mois de mars, son école de Duber, dans la région Oromia, à 70 km au nord d'Addis-Abeba, n'a pas rouvert ses portes. Alors que cette longue fermeture aurait pu être catastrophique, la fillette a pourtant continué à travailler. C'est grâce à des exercices reçus sur le téléphone de ses parents, par texto, et des « *microclasses en extérieur, sous les arbres* » organisées par groupes de cinq élèves, deux heures par jour, à tour de rôle avec d'autres, qu'elle a évité de décrocher.

« *Lors de cette rupture, l'école est devenue bien plus inclusive* », résume Alemayehu Hailu Gebre, le directeur de la Luminos Fund en Ethiopie, qui gère chaque année 10 000 élèves en rattrapage scolaire accéléré dans le pays et se réjouit que seulement 2 % d'entre eux ont décroché depuis le début de la pandémie due au coronavirus.

« *En fait, la période de confinement a été très riche d'apprentissages, poursuit Alemayehu Hailu Gebre. Et nous savons désormais que nous sommes capables d'apporter aux élèves des soutiens qui pallient l'absence de cours en présentiel.* » De quoi même permettre demain à des jeunes filles qui ne se sentent pas en sécurité en venant à l'école « *de suivre le programme chez elle* », observe Alemayehu Hailu Gebre. L'association qu'il dirige a mis en place des classes de la seconde chance pour les enfants retenus par les travaux des champs ou de la maison et ne pouvant suivre un cursus normal. Là, les élèves – le plus souvent des filles, comme Tadjji Habtam – rattrapent en dix mois trois années de programme.

A Duber, ils ont entre 9 et 14 ans et apprennent à compter en jouant à la marchande ou au banquier, avec des maquettes très sommaires. L'essentiel n'est pas dans la mise en scène. Ce qui importe, c'est de permettre au groupe de s'entraîner au calcul et à l'expression en public.

Location d'enfants

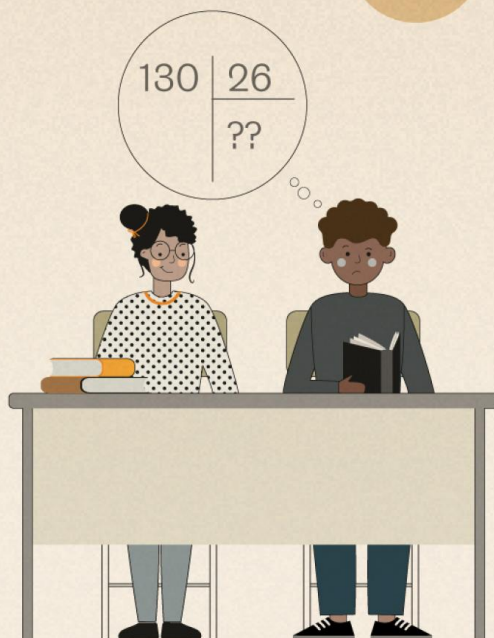
Si le défi est de taille, la pédagogie à l'œuvre permet de gagner beaucoup de temps sur un cycle scolaire classique. Abel Kassahun, le directeur adjoint du cabinet de conseil Geneva Global for Philanthropy (GGP), a pu en tester l'efficacité, à Duber et ailleurs. La fondation Luminos, qui a lancé l'initiative, est déjà présente au Liberia. Elle a été créée pour promouvoir la seconde chance en Afrique en s'appuyant sur des acteurs locaux, comme GGP en Ethiopie.

Dans ce pays, 14 % des jeunes en âge d'aller à l'école primaire ne sont pas scolarisés. Ce nombre a fortement décliné ces dernières années, alors qu'ils étaient près de 60 % en 2000, mais ils sont encore trop nombreux à garder le bétail dans les champs, malgré la loi qui interdit le travail avant 14 ans. « *Les plus pauvres louent même parfois leurs enfants à une autre famille* », explique Tesfaye Seyoum, chargé de formation dans l'établissement.

Convaincre de l'utilité des apprentissages est donc la première mission de Geneva Global, qui a commencé par mettre en place des groupes de sensibilisation des mères. Cette année, plus de 1 600 d'entre elles apprennent à mieux gérer leur budget ou à améliorer leurs compétences en anglais. Une façon détournée de leur faire comprendre le bien-fondé des apprentissages de leurs enfants, en leur montrant que si l'éducation les aide à augmenter leurs économies mensuelles, elle sera aussi bénéfique aux petits écoliers. Pour eux, une scolarité accélérée, étalée sur sept heures de cours par jour, six jours sur sept, a été conçue, avec une pédagogie active imaginée pour qu'ils ne s'ennuient pas et progressent vite.

A la veille du confinement, lors de la visite du *Monde Afrique*, les élèves de la classe de Duber, répartis en cinq groupes, apprennent à compter jusqu'à 20 en afaan oromo, la langue régionale, pendant qu'une poignée entonne une chanson sur cette thématique et qu'une autre égrène les nombres à voix haute. A la fin de la séance, leur maître, Tolcha Hailu, vérifie que la leçon a bien été comprise et leur demande même une appréciation. « *S'ils ne sont pas satisfaits, nous devons reprendre le cours pendant le temps libre* », explique l'instituteur, qui gère depuis trois ans cette classe de la seconde chance.

En Afrique de l'Ouest, moins de 45 % des enfants possèdent des connaissances suffisantes en lecture et en mathématiques. **Plus de la moitié de ceux testés à l'entrée en 6^e ne savent pas diviser ...**



Source : Banque mondiale

Infographie : *Le Monde*

Les enseignants sont sélectionnés sur leur motivation. « *Ensuite, ils passent un examen et on les forme* », ajoute Abel Kassahun. Les enfants, choisis parmi les plus pauvres du secteur, affichent un taux très élevé de réussite et de réintégration dans le système scolaire classique.

D'après une évaluation menée en 2017 par l'université du Sussex (Royaume-Uni), 75 % d'entre eux étaient toujours scolarisés cinq ans après la sortie du dispositif, contre 66 % dans le parcours traditionnel. En Ethiopie, Luminos Fund a déjà permis à 113 000 enfants d'apprendre à lire, à écrire et à compter grâce à son programme. D'autres partenaires œuvrent aussi dans le même sens, avec des pédagogies différentes, l'objectif global étant de toucher plus de 100 000 enfants. Au-delà de ce but, ce sont les belles histoires dont Abel Kassahun aime à se souvenir, comme celle de cette jeune fille issue de la première promotion qui vient de franchir les portes de l'université.

Plus souple

Reste que malgré la volonté de parité de la fondation, les filles ne représentent encore que 44 % des effectifs, car les familles sont toujours réticentes. « *Nos facilitateurs sur place passent plus de temps à les aider, car elles ont souvent un retard de connaissances par rapport aux garçons, étant bien plus mobilisées pour les tâches ménagères qui leur prennent du temps d'apprentissage. Cela s'est vérifié pendant le coronavirus. Nos temps de correction étaient en priorité dirigés vers les filles* », observe Alemayehu Hailu Gebre.

Geneva Global for Philanthropy a commencé par mettre en œuvre ce projet dans cinq circonscriptions de la Région des nations, nationalités et peuples du Sud, avant de l'étendre demain à trois autres Etats éthiopiens : Oromia, Amhara et Tigré. Dans ce dernier, le modèle a déjà été répliqué dans 110 classes gérées par l'administration en 2018. Mais, pour l'heure, avec le conflit armé en cours sur la zone, les établissements risquent de rester quelque temps fermés.

« Dans les prochaines années, nous prévoyons de former plus de 700 enseignants employés par le gouvernement et près de 300 responsables du secteur de l'éducation, ce qui nous permettra d'atteindre des milliers d'enfants supplémentaires », se félicite Caitlin Baron, la directrice de Luminos Fund. Un premier pas pour généraliser cette école de la seconde chance. Et un moyen aussi de faire évoluer l'enseignement classique, puisque le ministère de l'éducation éthiopien s'est inspiré de la pédagogie afin de rendre l'enseignement public un peu plus souple.

L'école avant l'école, levier du changement au Maroc

Education en Afrique : « Allez les filles ! » (3). Des associations ont développé une offre d'éducation pour les tout-petits afin de lutter contre l'isolement des familles rurales marocaines et le retard que prennent les fillettes.

Par Ghalia Kadiri (Casablanca, correspondance) – Publié le 08 décembre 2020 à 18h00, mis à jour à 16h31

Temps de Lecture 4 min.



Illustration Lucille Clerc pour Le Monde Afrique. Lucille Clerc

Zainab Afkhkhar se souvient de la beauté du ciel de l'aube, lorsqu'elle débutait, seule, son long trajet vers l'école. La peur, aussi, lorsqu'elle croisait une horde de chiens affamés. Il fallait marcher vite, sans s'arrêter, pendant plus de deux heures dans les montagnes de l'Atlas pour arriver, enfin, au lycée. Dans sa vallée d'Imlil, le paysage est idyllique, mais l'avenir des femmes l'est beaucoup moins. *« Mon instinct m'a très tôt dit que ma survie dépendait du savoir et de l'éducation. Je l'ai suivi »*, sourit la jeune femme de 20 ans.

Depuis deux ans, elle a quitté sa montagne pour rejoindre le campus ultramoderne de l'université Mohammed-VI Polytechnique (UM6P) de Benguérir, aux côtés des étudiants les plus prometteurs du royaume. Grâce à une bourse d'excellence obtenue après son bac, elle suit un programme de sciences des données et d'intelligence artificielle à l'UM6P. Dotée de laboratoires de recherche et de centres d'innovation de pointe, l'université a signé des partenariats avec les plus prestigieuses universités, de Harvard à Columbia en passant par HEC et le MIT. *« Parfois, je n'arrive pas à y croire. Une fille de la montagne arrivée jusque-là, c'est un miracle ! »*

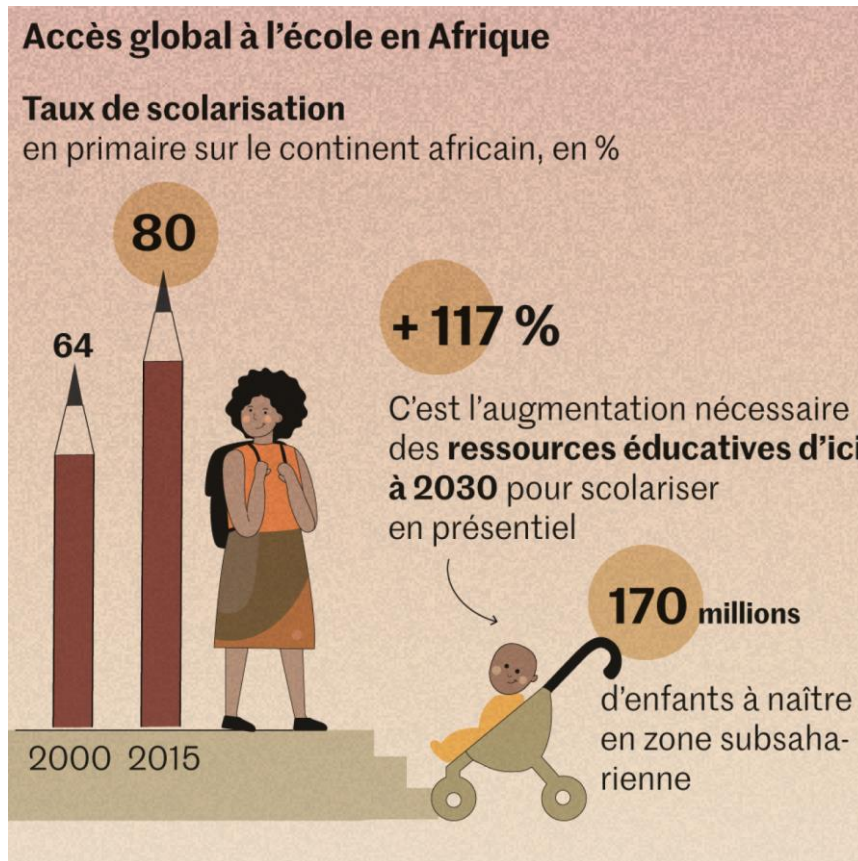
Un petit miracle en effet que la prouesse de Zainab Afkhkhar. Car, au Maroc, les filles des régions reculées peinent encore à boucler le cycle primaire. La pauvreté et l'enclavement rendent difficile la fréquentation régulière des établissements. En hiver, la neige coupe les villages du reste du monde et même les professeurs qui bravent le froid à dos de mulet pour enseigner aux tout-petits restent chez eux des jours durant.

Situation qu'a connue Zainab qui, *« pour ne pas prendre de retard sur le programme »*, étudiait seule, se *« trouvant toujours un coin pour avancer sur les maths »*. Sur l'arabe aussi car, dans les villages, *« on ne parle que le berbère. Alors beaucoup abandonnent au collège parce qu'ils n'ont pas le niveau »*, ajoute l'étudiante, qui note que les filles sont les premières à quitter les classes. Une observation confirmée par les chiffres des Nations unies qui précisent que seulement 57,8 % des Marocaines rurales vont au collège et 18,8 % au lycée.

Cercle vertueux

Pour faire mentir ces statistiques, l'éducation préscolaire se révèle un bon levier. *« Il y a dix ans, ce n'était pas une priorité. Moi-même, je me disais que c'était un luxe, défend Wafa Skalli, présidente de l'association Relais instruction éducation Maroc (RIM). Or beaucoup d'études montrent que ces classes jouent un rôle majeur dans la réussite des enfants. Alors nous essayons d'impulser une dynamique d'excellence à travers une chaîne complète qui va du préscolaire à l'enseignement supérieur. »*

Dans la vallée d'Imlil, l'association, en partenariat avec l'ONG Aide et Action, a déjà construit 24 classes de maternelle où sont scolarisés plus de 3 000 enfants, dont une moitié de filles. *« Nous sommes là pour renforcer leurs compétences, les former, et montrer que c'est possible. Ensuite, les associations locales gèrent elles-mêmes. Elles sont tellement émerveillées du résultat qu'elles montent ensuite leurs propres projets, c'est extraordinaire »*, poursuit M^{me} Skalli, ravie de ce cercle vertueux.



Infographie Le Monde

Dès les premières années, les petites filles se familiarisent avec les règles d'hygiène, les jeux d'éveil, les premiers éléments de langage. Latifa Oufkir est entrée à l'école à l'âge de 3 ans. Six ans plus tard, elle mesure ses progrès : « *On pensait que la pâte à modeler était juste un jeu mais en fait, on fabriquait des lettres !* », raconte la petite fille. « *Il y a un réel changement*, se félicite Mustapha Lghlafi, l'un des enseignants. *Maintenant, un enfant de 6 ans sait lire et écrire. Avant, il devait attendre cet âge pour apprendre ne serait-ce qu'à tenir un stylo.* »

Si l'amont du primaire va mieux avec la création de maternelles, reste l'aval, à améliorer, car dans les petits douars au pied des sommets, les collèges et les lycées sont rares. Il faut des heures pour rallier les grandes villes et la plupart des familles refusent de laisser leurs enfants prendre le risque de parcourir seuls des dizaines de kilomètres à pied chaque jour pour apprendre.

« Des histoires de réussite »

Fortes de ce constat, les associations ont donc construit des foyers pour accueillir gratuitement les jeunes filles. Depuis 2007, l'association RIM en a ouvert deux à Asni, une ville au pied du Haut-Atlas où se trouvent un collège et un lycée, permettant à des dizaines de filles d'aller jusqu'au bac. « *Nous avons bataillé pour convaincre les parents qui étaient effrayés à l'idée de voir leurs filles, adolescentes, vivre sans eux. Des histoires de réussite ont fini par les convaincre et aujourd'hui, tous les parents veulent y envoyer leurs filles !* », se réjouit M^{me} Skalli, qui pense maintenant à développer une maison de la science dans la vallée.

Sur les vingt premières élèves placées dans un foyer de RIM, quatorze ont décroché le bac, dont trois avec une mention très bien. Des statistiques exceptionnelles pour la région. Zainab Afkhkhar en fait partie. Avec plus de 18 de moyenne, elle a terminé première de sa promotion. Mais il a fallu batailler pour convaincre son père tout au long de sa scolarité.

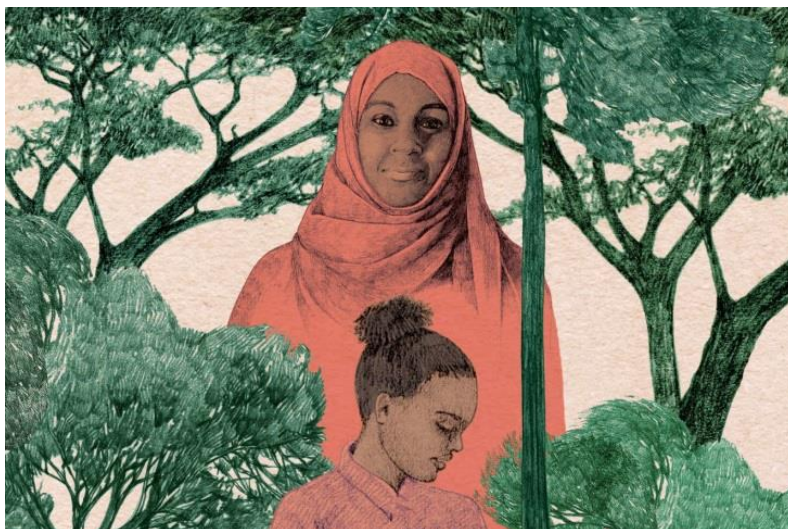
« *C'est une autre mentalité, se contente de dire l'étudiante. Je n'ai jamais baissé les bras. Je pouvais me priver de manger, dormir par terre s'il le fallait, mais je n'ai jamais cessé d'étudier.* » Future « *data scientist* », précise fièrement Zainab, la jeune femme se dirige vers un parcours de recherche en sciences des données. « *Les autres rejoindront des entreprises. Moi, j'ai choisi le chemin le plus difficile.* » Elle éclate de rire avant d'ajouter : « *Comme toujours.* »

Maha Dahawi, généticienne en lutte contre l'épilepsie et modèle pour les filles du Soudan

Education en Afrique : « Allez les filles ! » (4). Si le Covid-19 a ralenti le bouclage de sa thèse à Paris, la scientifique de 35 ans ambitionne de faire profiter ses compatriotes du fruit de ses recherches dès 2021.

Par Marine Jeannin – Publié le 10 décembre 2020 à 18h00, mis à jour à 16h37

Temps de Lecture 5 min.



Lucille Clerc pour Le Monde Afrique

La science n'aime pas les ruptures. Maha Dahawi non plus. La première femme soudanaise à faire ses recherches à la Pitié-Salpêtrière a pourtant dû se plier aux deux confinements de mars et de novembre.

Et avec les restrictions d'accès aux laboratoires de l'hôpital parisien pendant les pics d'épidémie du nouveau coronavirus, son hidjab rose a moins souvent hanté les couloirs entre la zone de recherche en génétique et celle où l'on travaille sur le comportement. Elle a donc dû renoncer à boucler sa thèse en trois ans, véritable crève-cœur, et reculer d'un an son retour au Soudan et la mise à disposition là-bas de ses premiers résultats scientifiques.

Maha Dahawi aurait pu capituler depuis longtemps. Et si elle est encore étudiante à 35 ans, c'est parce qu'elle a refusé de se plier aux diktats du destin. Après six années à la faculté de médecine de Khartoum, une maladie auto-immune la contraint à quitter temporairement l'université. Six années d'invalidité, durant lesquelles elle se refuse à lâcher la science. Au contraire.

Pour « *lutter contre la douleur, je voulais comprendre comment les pensées peuvent modifier la chimie du cerveau. C'est ce qui m'a conduite vers les neurosciences* », précise la chercheuse, qui puise dans cette expérience intime une part de sa vocation à travailler sur l'épilepsie, un problème de santé publique dans son pays. Son but n'a jamais changé. Après la fin de sa thèse qu'elle bouclera en novembre 2021, Maha Dahawi poursuivra ses travaux à Khartoum et fera tout pour donner envie à d'autres jeunes femmes d'oser.

« Sortir de sa zone de confort »

Car, au Soudan, conjuguer la science au féminin est un vrai défi. La situation est d'autant plus difficile que son pays sort d'une crise politique profonde doublée d'un marasme économique. Que la capacité des populations à maintenir les enfants à l'école y a été fortement affectée ces derniers temps alors que, en 2018 déjà, seulement 60 % des fillettes terminaient leur école primaire, selon les données de l'Unesco. Celles qui sont restées sur les rails doivent donc « *y aller* », estime la chercheuse.

« *Les jeunes femmes doivent oser. Sortir de leur zone de confort. Même si c'est terrifiant au début, cela vaut le coup. Et pour celles qui partiront à l'étranger, il faut s'ouvrir aux nouvelles cultures, développer un réseau. En trois ans, ma vision du monde a changé. Je ne regrette pas un instant*, explique-t-elle alors que son départ n'est pas allé de soi. *Dans les milieux conservateurs, les gens pensent traditionnellement qu'un homme réussira mieux qu'une femme à l'étranger.* »

Une petite musique qui perdure même si les choses bougent. Maha Dahawi raconte par exemple avoir reçu un soutien de l'université de Khartoum, grâce à laquelle elle a pu venir étudier en France. La chercheuse aime comparer son parcours à une voiture lancée dans la nuit noire. « *Les phares éclairent la route quelques mètres devant, mais plus loin, c'est l'obscurité totale. Et le seul moyen de savoir ce qu'il y a, c'est d'avancer. Alors il faut oser !* »

« Personne n'est indépassable »

A l'université de Khartoum, lorsqu'elle donne des cours de physiologie, des jeunes filles lui confient déjà vouloir lui ressembler. Maha Dahawi est devenue un modèle et en a conscience, sans que cela n'entrave sa modestie. « *J'ai juste fait du mieux que j'ai pu, avec mes propres moyens et mes aspirations. Quand leur tour viendra, d'autres filles feront mieux que moi, j'en suis sûre. Personne n'est indépassable.* » Un propos que relativise une de ses collègues de la Pitié qui tient à rappeler « *le nombre incroyable de difficultés auxquelles Maha a dû faire face, en gardant toujours la tête haute* ».

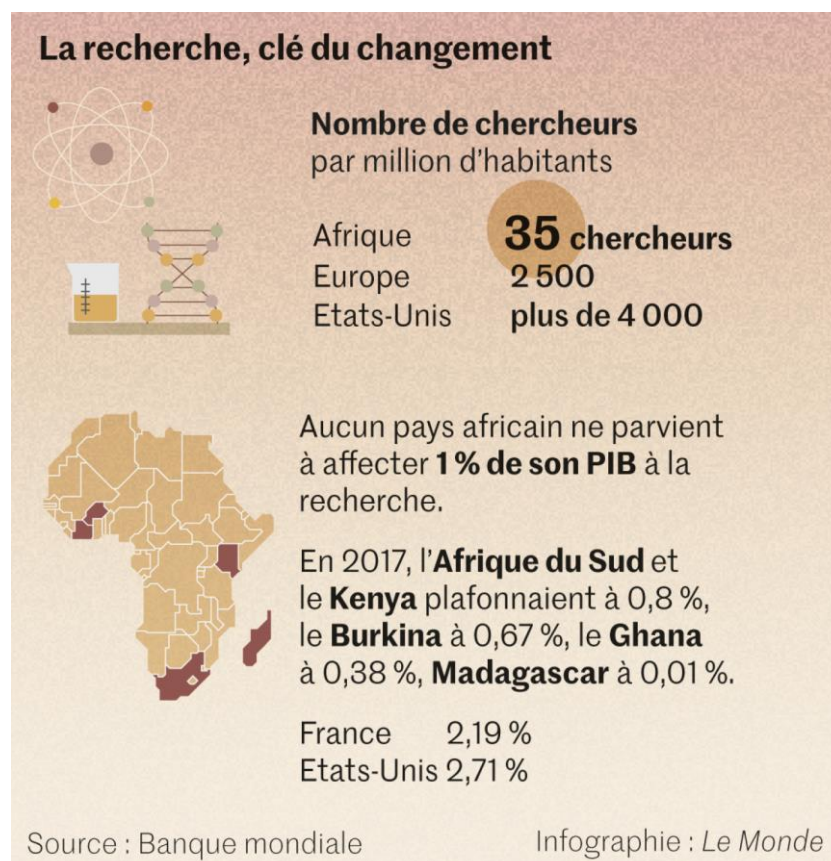
Alexandra Palt, directrice générale de la Fondation L'Oréal, ajoute : « *Les femmes scientifiques africaines choisissent des sujets de thèse ou des travaux de recherche qui ont un lien avec les problématiques auxquelles le continent africain fait face. Elles servent toujours une cause plus grande qu'elles.* ».

Depuis toujours, Maha Dahawi veut aider son pays. C'est aussi la raison pour laquelle elle a choisi de se pencher sur la génétique et la psychopathologie de l'épilepsie, car cette affection neurologique fait des ravages au Soudan. C'est même l'un des pays les plus touchés d'Afrique avec 6,5 cas pour 1 000 habitants. Celle qui a deux membres de sa famille atteints par cette maladie rappelle que le combat doit être mené sous tous azimuts.

« *Des études récentes ont montré qu'elle est aggravée par une forte consanguinité, explique-t-elle. Or, au Soudan, plus de 40 % des mariages se font au sein d'une même famille.* » Tout cela la pousse, lors de ses séjours subsahariens, à se rendre avec ses collègues de l'université dans les zones rurales où elle veut « *faire comprendre qu'un mariage consanguin affecte non seulement la santé des enfants, mais aussi celle de toutes les générations à venir* ».

« **Travailleuse et curieuse** »

Un message difficile à faire passer dans les communautés conservatrices où l'épilepsie est encore souvent considérée comme une tare, en particulier lorsqu'elle touche les jeunes filles. « *Certaines familles tentent même de cacher la maladie, regrette la généticienne. J'essaie alors de leur expliquer qu'elle est génétique, qu'elles ne devraient pas en avoir honte.* » Un long processus que cette sensibilisation, même si Maha Dahawi estime qu'être femme lui facilite le contact avec les mères et les jeunes filles.



Demain, elle espère bien contribuer à sa mesure, à changer les mœurs au Soudan. Mais surtout, elle compte faire avancer la recherche de traitements. Dans son laboratoire parisien, elle travaille sur le ver *C.elegans* (pour *Caenorhabditis elegans*), [un petit organisme d'un millimètre très prometteur en génétique](#). Son objectif est de développer un modèle des conséquences cellulaires de l'épilepsie et de l'exporter au Soudan. Un projet de thèse « *très ambitieux* », reconnaît Eric Le Guern, chef de l'équipe « génétique et physiologie des épilepsies » de la Pitié-Salpêtrière.

Mais, aux yeux du professeur, Maha a toutes les qualités que nécessite la recherche, « *travailleuse et curieuse, avec un esprit ouvert* ». D'ailleurs, elle vient d'être choisie pour faire partie des Jeunes Talents récompensées par le prix Afrique subsaharienne 2020 L'Oréal-Unesco pour les femmes et la science.

Une curiosité que la jeune femme exerce aussi dans ses rares moments libres. Quand elle évoque ses amis parisiens, ses yeux soulignés de khôl scintillent à l'idée des soirées en cité universitaire « *avec des gens de tous les pays. Le soir, après le travail, on cuisine nos plats traditionnels et on partage* ». Une autre facette de cette ouverture au monde pour laquelle elle se bat et à laquelle elle espère bien convertir d'autres Soudanaises.

A Antananarivo, une école de code déjoue les préjugés sur les filles et l'informatique

Education en Afrique : « Allez les filles ! » (5). Sayna, lancée par une entrepreneuse de 22 ans, propose des formations gratuites de développeur payées par de futurs employeurs.

Par [Laure Verneau \(Antananarivo, correspondance\)](#) – Publié le 09 décembre 2020 à 00h14 – Mis à jour le 10 décembre 2020 à 17h25

Temps de Lecture 3 min.



LUCILLE CLERC POUR LE MONDE AFRIQUE

LETTRE D'ANTANANARIVO

S'inventer une vie où elle aurait les deux pieds dans son siècle... Herisoa Rakotoharivelo n'osait y rêver. Alors évidemment, quand elle a entendu parler de Sayna, l'étudiante en droit, fille de commerçant d'Antananarivo, n'a pas hésité. Sayna, qui signifie « intelligence » en malgache, est une école totalement hors norme, qui lui offre la possibilité de devenir développeuse en suivant des études financées par ses futurs employeurs. Entre trois et six mois de cours intensifs, avec une quinzaine d'autres jeunes. Une opportunité inespérée pour celle qui travaillait dans un centre d'appels, peinant à payer ses études de droit.

A « Tana », dans l'open space qui sert de salle de travail à cette drôle d'école, sa directrice de 22 ans, boots et jean à la mode, raconte son histoire d'une voix rauque, parsemant son discours d'anglicismes caractéristiques du monde du Web. Elle est plus jeune que certains de ses étudiants.

Rien ne prédisposait Matina Razafimahefa, fille d'immigrés malgaches – aristocrates au pays, désargentés dans l'Hexagone –, à devenir l'une des figures de proue de l'entrepreneuriat de la Grande Ile. Après une enfance à Madagascar, elle entre en sport-études en France dans un collège privé pour suivre la voie d'une mère joueuse de tennis, classée à l'international.

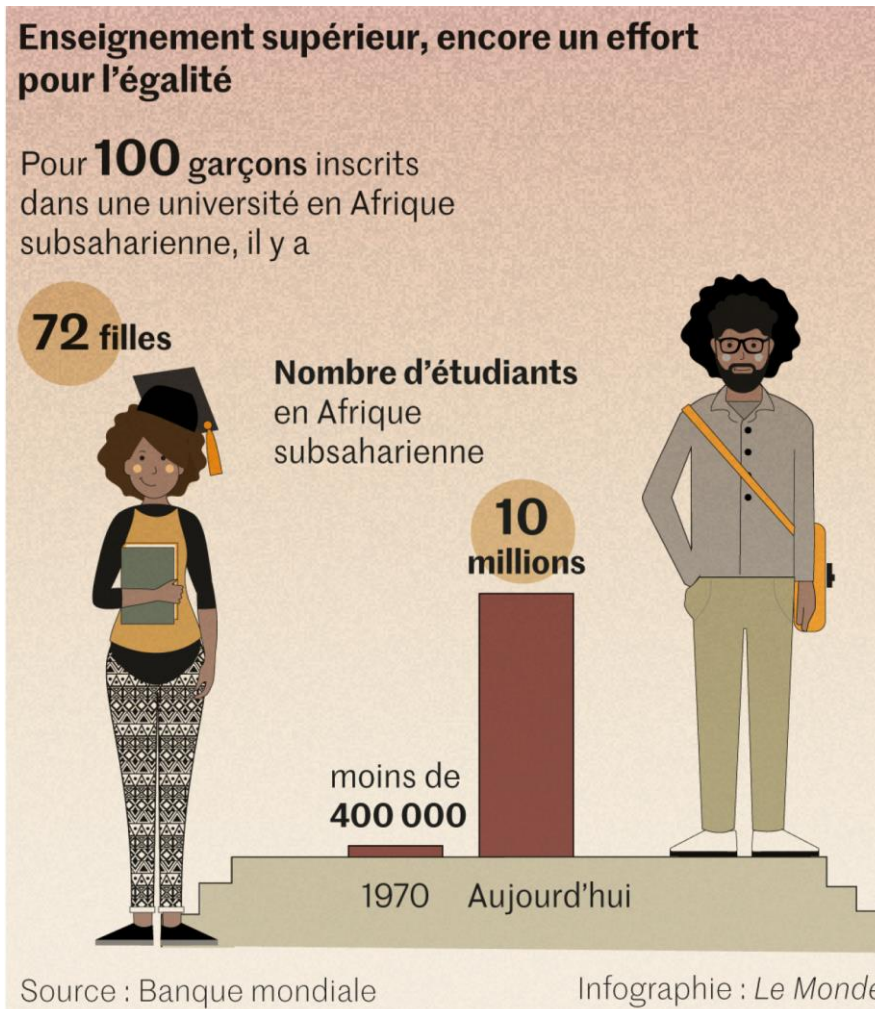
Quatre années durant, elle cultive sa ténacité et son endurance dans la solitude d'un internat. La bonne élève y dose tour à tour les efforts intellectuels et physiques et reconnaît que, lorsque ses résultats sportifs commencent à décliner, elle se donne à fond sur ses cours. « *Ma façon à moi de garder le contrôle* », plaide la jeune femme, qui ressort de là avec une discipline de fer et un mental de gagnante.

« Le mépris dans le regard des hommes »

Reste que c'est vraiment au lycée qu'elle développe son âme d'entrepreneuse : « *Pour la première fois, je me suis retrouvée dans un établissement public, avec un accès gratuit à l'éducation et à Internet. Mes parents n'étaient plus obligés de dépenser leurs économies pour mon éducation.* » Des conditions assez incroyables à ses yeux pour qu'elle mûrisse l'idée de monter à Madagascar une structure qui allie aussi gratuité et numérique. « *Un endroit où les gens puissent apprendre gratuitement avec Internet et avoir un travail ensuite* », résume Matina Razafimahefa, qui a laissé germer son idée d'une école numérique où l'on apprendrait à coder.

Elle quitte la Sorbonne, après sa deuxième année de sciences politiques, pour se lancer, conseillée par sa mère qui avait mené plusieurs aventures entrepreneuriales dans sa jeunesse. La mise de fonds est assurée par un financement participatif et une aide familiale. Les premiers pas sont difficiles car elle mesure combien faire sa place dans ce milieu quasi exclusivement masculin est compliqué. Dans sa mémoire reste notamment gravé ce matin où, « *convoquée au comité de direction d'une grosse boîte tech pour défendre le projet d'école, ici à Tana, je me retrouve face à six hommes autour de la table. J'avais 19 ans, eux deux fois plus. Et là, j'ai vraiment senti le mépris dans leur regard, noté les sous-entendus dans leurs propos. Nous, les femmes, on sait, on sent ces choses-là. Ça a été un moment horrible* », s'énerve-t-elle aujourd'hui encore.

Petit à petit, Matina apprend pourtant à composer tout en faisant mentir les préjugés. « *Même si on me renvoie toujours mon genre et ma jeunesse à la figure, s'indigne-t-elle, je suis la preuve qu'il est possible pour une femme de réussir.* » D'ailleurs, Matina Razafimahefa vient de recevoir le prix Anzisha qui récompense les meilleurs entrepreneurs sur le continent.



Demain d'autres femmes suivront. Elle le sait. Elle sent la rage gagner de jeunes femmes comme Herisoa Rakotoharivelo. Même si l'ex-étudiante en droit sait qu'elle a fait le bon choix, elle aussi a bravé une longue liste de clichés parmi lesquels l'idée qu'une femme ne fait pas d'informatique. « *Les préjugés ont la vie dure. Ma famille aussi a essayé de me dissuader. Mais aujourd'hui, même s'ils ne comprennent pas toujours bien ce que je fais, mes parents me soutiennent.* » Ses études à Sayna, elle les vit comme un tremplin. « *C'est l'envie de m'intégrer dans un monde digitalisé et d'avoir un meilleur avenir qui me fait tenir.* » Une promesse qu'elle n'est pas près de lâcher.